

Région Occitanie

CONTRÔLE DES STRUCTURES — DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

ARTICLE L 331-1 à L 331-11 DU CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME
R 331-1 à R 331-7 DU CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME

Avant de remplir cette demande, veuillez lire attentivement la notice d'information associée (cf. cerfa n° 50723#04).

Veuillez transmettre par courrier l'original de votre dossier à la direction départementale des territoires où se situent les biens, objet votre demande

Direction Départementale des Territoires du Tarn - 19, rue de Ciron 81013 ALBI Cédex 09

Mission contrôle des structures - Tél : 05 81 27 59 39 / 05 81 27 59 82 e-mail : ddt-structures@tarn.gouv.fr

Accueil téléphonique / réception du public : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h00 à 11h30 (sur rendez-vous)

Avant de remplir ce formulaire, veuillez répondre au questionnaire joint à la notice pour savoir si vous êtes soumis ou pas à la demande d'autorisation d'exploiter

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR : EXPLOITATION INDIVIDUELLE OU SOCIÉTAIRE

N° SIRET :	/ / / / / / / / / / / / / / / /	ou N° PACAGE :	/ / / / / / / / / / / / / / / /
Nom, Prénom ou raison sociale :			
Adresse du siège :			
Code postal :	/ / / / /	Commune :	/ / / / /
Adresse postale si différente :			
Code postal :	/ / / / /	Commune :	/ / / / /
Téléphone fixe :	/ / / / / /	Téléphone mobile :	/ / / / /
Courriel :			

MEMBRE(S) DE L'EXPLOITATION INDIVIDUELLE OU SOCIÉTAIRE

	Membre 1	Membre 2	Membre 3	Membre 4
Nom				
Prénom				
Date de naissance				
Nationalité				
Lien de parenté				
Situation professionnelle				
Capacité professionnelle agricole*	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Ou Expérience professionnelle agricole ** Dans ce cas indiquer la date d'inscription à la MSA	Inscrit le :	Inscrit le :	Inscrit le :	Inscrit le :
En dehors de votre statut d'exploitant agricole avez-vous une activité rémunérée ? Si oui laquelle ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	_____	_____	_____	_____
Cas des sociétés				
Êtes - vous associé exploitant de la société qui dépose la demande ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Êtes - vous associé exploitant d'une ou plusieurs autres sociétés ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Êtes - vous exploitant agricole à titre individuel par ailleurs	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

* **CAPACITE** : diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées à l'article R 331-2 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) et à l'arrêté du 29 octobre 2012 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°), R. 331-1 et D. 343-4 du code rural et de la pêche maritime.

** **EXPERIENCE** : 5 ans minimum (au cours des 15 dernières années) en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé d'exploitation, de salarié d'exploitation agricole, de conjoint-collaborateur d'exploitation, sur une surface au moins égale au 1/3 de la SAU moyenne régionale indiquée dans le SDREA Occitanie qui est de 24,67 ha.

CIRCONSTANCES DE LA DEMANDE

Veillez préciser les circonstances de la présente demande en cochant l'une des cases suivantes :

- Il s'agit d'une demande spontanée. La demande fait suite à une expropriation.
- La demande fait suite à la publicité administrative relative au dossier n° 81 _____, enregistré le ___/___/___
- Il s'agit d'une demande en concurrence avec le dossier déjà déposé :
- par : _____
- sur les surfaces libérées par : _____

NATURE DE L'OPERATION

Veillez préciser la nature de l'opération, objet de la présente demande, en cochant la ou les cases correspondantes :

Opération de type I : Installation et ré-installation (selon définition du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles, article 1^{er})

- Installation à titre individuel Première installation dans une société sans apport de surface Constitution d'une société
- Ré-installation suite à une expropriation deha, en date du :

Dans le cas d'une première installation dans une société avec apport de surface, c'est la société qui doit déposer une demande.

Dans ce cas, la société devra cocher la case « Il s'agit d'un agrandissement de votre exploitation individuelle ou de votre société » dans la rubrique ci-après.

Opération de type II : Agrandissement, réunion d'exploitations agricoles ou participation à une autre exploitation

- Il s'agit d'un agrandissement de votre exploitation individuelle ou de votre société.
- Vous réunissez deux exploitations dans une nouvelle société.
- Vous voulez participer à une autre exploitation que celle que vous exploitez individuellement ou en société.
- Mise à disposition au bénéfice d'une société.

Opération de type III : Création, reprise ou extension d'atelier hors-sol

- Création d'un atelier hors-sol Reprise d'un atelier hors-sol Extension d'un atelier hors-sol

DISTANCE AU SIEGE DE LA PARCELLE LA PLUS ELOIGNEE

Concernant la parcelle la plus éloignée du siège d'exploitation, veuillez préciser :

- La commune de situation :
- Références cadastrales de la parcelle : section : Numéro :
- Sa surface : ___ __ ha ___ __ a ___ __ ca
- La distance (Mesure la plus courte sur route carrossable, vérifiable par les outils modernes de calcul d'itinéraires (GPS, applications internet ou tout autre moyen technique adapté), entre le siège d'exploitation et la limite la plus proche de la parcelle demandée, ou la limite la plus proche de la parcelle la plus éloignée du bien objet de la demande : km.

MOTIVATION DE LA DEMANDE

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

MENTIONS LEGALES

- La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.
- Conformément à l'article R331-6 du code rural et de la pêche maritime, **le délai d'instruction** de la demande d'autorisation d'exploiter est de **4 mois**, il peut être prolongé jusqu'à 6 mois et ne court qu'à compter de la date de notification de la complétude du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) :

_____ (nom, prénom et/ou qualité de la personne habilitée à représenter le demandeur)

- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire, les annexes et les pièces justificatives jointes.
- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité.

Fait à _____ le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Signature(s) :

LISTE DES PIÈCES A JOINDRE A VOTRE DOSSIER DE DEMANDE

Pièces	Pièces jointes	Sans objet
<p>Le présent formulaire de demande d'autorisation d'exploiter et les annexes 1, 2 (si présence d'ateliers hors sol sur l'exploitation et/ou demande concernant un atelier hors sol) et 3, dûment renseignés et signés.</p> <p><i>Veillez noter que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - selon vos réponses dans l'annexe 3, des pièces supplémentaires vous sont demandées (Reportez-vous à l'annexe 3). - en cas d'égalité de priorité de concurrents déclarés des pièces complémentaires pourront également vous être demandées. 		
<p>Le relevé de propriété issu de la matrice cadastrale de toutes les parcelles objet de la demande : à retirer en mairie ou auprès du propriétaire.</p>		
<p>Si la demande est faite pour une reprise concernant des biens n'appartenant pas au demandeur, joindre les preuves de l'information du/des propriétaires des terres et de l'exploitant en place (copie des lettres envoyées) (cf. modèles joints en annexes) et/ou accusé(s) de réception postal ou non, pour tous les propriétaires et indivisaires et exploitants en place.</p>		
<p>Dernier avis d'imposition.</p>		
<p>Justificatif de la capacité agricole (diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation cf : article R 331-2 du CRPM).</p>		
<p>Si la demande concerne une société : joindre le projet de statuts ou les statuts si ces derniers ont été modifiés par rapport à un précédent envoi à la DDT.</p>		

RESERVE A L'ADMINISTRATION / NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

DATE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER : / /

DATE DE COMPLÉTUDE DE LA DEMANDE : / /

DATE DE NOTIFICATION DE LA COMPLÉTUDE DU DOSSIER : / /

SURFACES MISES ET À AMETTRE EN VALEUR

Nature des cultures	A - Surfaces présentes sur l'exploitation avant la demande (SAU) (ha)	B - Surfaces objet de la demande (SAU) (ha)	C - SAU totale = A + B	D - Coefficient d'équivalence SDREAO	Surface pondérée totale (SAUP) (ha) = C x D
Semences, céréales, oléagineux, protéagineux (SCOP) et autres cultures ou états de parcelles entrant dans une rotation (légumes de plein champ, plantes à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM) annuelles, plantes industrielles, jachère ...)				1	
Cultures fourragères pérennes (hors rotation annuelle)				1	
Prairies temporaires				1	
Prairies permanentes				1	
Pâturages pauvres				0,7	
PPAM pérennes, n'entrant pas dans une rotation.				1,5	
Semences y compris betteraves semence, n'entrant pas dans une rotation.				3	
Cultures légumières de plein champs, présentes en permanence sur l'exploitation.				6	
Maraiçage				15	
Légumes sous serres et abris hauts, champignons cultivés				50	
Fleurs et plantes ornementales de plein air				50	
Fleurs et plantes ornementales sous serre				100	
Vergers : toutes cultures fruitières dont pommes, fruits d'origine subtropicale dont kiwis, agrumes, toutes baies, sauf les fruits à coque et les oliviers				6	
Vergers : fruits à coques (noyer, amandier, châtaignier, noisetier, autres fruits à coque)				3,5	
Vergers : Oliviers				3,5	
Vignes pour vins et raisin de table				3,5	
Pépinières				12	
Par défaut, toute culture non listée ci-avant, dont arbres de Noël, truffières, etc ...				1	
TOTAL :					

SURFACES ÉQUIVALENTES DES ATELIERS HORS SOL

Type d'atelier	Unité de mesure	A - Quantité présente sur l'exploitation avant opération	B - Quantité ajoutée du fait de l'opération	C - Coefficient d'équivalence SDREA	Surface équivalente des ajouts = (A + B) x C
Porc, atelier naisseur	Truies présentes			0,2976	
Porcs, atelier engraisseur	Places			0,0417	
Porcs, atelier naisseur-engraisseur	Truies présentes			0,5952	
Veaux, atelier engraissement-batteries	Places dans l'atelier			0,1250	
Veaux, atelier engraissement-batteries	Veaux produits/an			0,0417	
Poules pondeuses en batterie ou au sol, dindes fermières, poulet label avec parcours	m ² de poulaillers			0,0167	
Poulets de chair, pintades et dindes industrielles, canards élevage en claustration	m ² de poulaillers			0,0083	
Canards, élevage en claustration	m ² de poulaillers			0,0083	
Canards, élevage en claustration	Têtes / an			0,0004	
Canards fermiers, canards sous label avec parcours	Têtes / an			0,0009	
Canards fermiers, canards sous label avec parcours	m ² de poulaillers			0,0179	
Oies à foie gras	Têtes / an			0,0250	
Canards à foie gras	Têtes / an			0,0104	
Lapins de chair	Nombre cages mères			0,1000	
Lapins de chair	Mères présentes			0,0893	
Lapins angora	Animaux présents			0,0625	
Truites en bassin	m ² de bassins			0,0250	
Abeilles	Nombre de ruches			0,0625	
Agneaux, atelier engraissement	Têtes / an			0,0100	
Équidés domestiques pour l'élevage ou des activités de préparation et d'entraînement en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle.	Têtes / an			2,5000	
	TOTAL :				



**ANNEXE 3 - CRITÈRES D'APPRÉCIATION FIXÉS PAR
LE SCHÉMA DIRECTEUR RÉGIONAL DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (SDREA) D'OCCITANIE**

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR : EXPLOITATION INDIVIDUELLE OU SOCIÉTAIRE

N° SIRET : _____ ou N° PACAGE : _____

Nom, Prénom ou raison sociale : _____

Adresse postale : _____

Code postal : _____ Commune : _____

Cette annexe sera utilisée pour :

- déterminer si la demande peut bénéficier d'une dérogation à l'ordre des priorités comme définie à l'article 3 du SDREA Occitanie,
- déterminer le rang de priorité de la demande en fonction des priorités définies à l'article 3 du SDREA Occitanie.

En cas de candidats concurrents situés dans un même ordre de priorité, la DDT(M) sera amenée à vous demander des pièces complémentaires.

Dans les tableaux suivants, veuillez cocher OUI ou NON pour chacun des critères et compléter le cas échéant dans les rubriques qui vous concernent. Dans certains cas si vous indiquez OUI, des justificatifs supplémentaires sont obligatoirement demandés.

En l'absence des pièces demandées, le dossier sera considéré comme incomplet.

Les points qui n'auront pas été justifiés ou cochés ne seront pas retenus lors de l'instruction du dossier, et le dossier sera traité comme s'il relevait de la situation la moins favorable.

Veuillez noter que, outre les pièces explicitement demandées ci-dessous pour l'instruction de chaque situation, la DDT(M) pourra vous faire la demande de toute pièce complémentaire lui permettant de se prononcer sur l'attribution d'une dérogation demandée ou d'un rang de priorité.

CRITÈRES DE DÉROGATION POSSIBLE APRÈS AVIS CDOA

Seulement 3 situations possibles peuvent donner lieu à dérogation :	Oui	Non
<p>Cas 1/ Votre exploitation est sociétaire, et votre demande concerne un changement de forme juridique pour passage en exploitation individuelle.</p> <p>Si oui, fournir les pièces justificatives (autorisation d'exploiter sur la surface avant changement de forme juridique, courrier de l'administration, ...)</p> <p>Cas 2/ Les parcelles objet de la demande seront exploitées par un établissement de recherche, d'enseignement ou d'insertion à caractère agronomique, économique, social ou environnemental n'ayant pas le caractère d'une exploitation agricole familiale, et cette exploitation ne remet pas en cause un projet d'installation.</p> <p>Si oui, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs de l'identité des responsables légaux, et de l'activité de l'établissement : statuts, règlement, Kbis pour les sociétés, ... - le descriptif des parcelles concernées et un plan de situation avec mention de l'échelle. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas 3/ L'opération que vous envisagez est consécutive à un échange de parcelles avec un autre ou plusieurs autres demandeurs.</p> <p>Si oui, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accord écrit des exploitants demandeurs souhaitant procéder à l'échange, • l'accord écrit du ou des propriétaires des parcelles en cas d'exploitation en fermage, • une attestation de conformité au contrôle des structures des exploitants demandeurs, • la justification qu'il n'y a pas d'augmentation de la surface de plus de 10 % de la surface cédée par l'exploitant dans le cadre de l'échange, • un argumentaire montrant que l'échange proposé contribue à l'amélioration de la structuration parcellaire, • une note expliquant que les pratiques liées à des engagements environnementaux en cours ne sont pas remises en cause. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

CRITÈRES PRIORITÉS DE RANG 1

Priorité 1 - Réduction involontaire de surface supérieure à 20 % de la SAUP de l'exploitation, ou ramenant celle-ci en dessous du seuil de viabilité, dans les 4 dernières années :	Oui	Non
<p>1-a / Cas d'expropriation en application de l'article L13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique</p> <p>Si oui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir copie ou références de la décision d'expropriation pour cause d'utilité publique, et un plan avec mention de l'échelle des parcelles concernées. - Préciser la répartition des surfaces AVANT expropriation et APRES expropriation 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>1-b / Cas de reprise par le propriétaire</p> <p>Si oui ,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir la copie de la notification du congé faite par le propriétaire, ainsi qu'un plan parcellaire avec mention de l'échelle montrant les parcelles perdues et le siège d'exploitation. - Préciser : <ul style="list-style-type: none"> - La surface totale perdue suite à l'opération :ha.....aca. - La nature des cultures ou occupation des sols des parcelles perdues : - La surface récupérée éventuellement sur une autre propriété :ha.....aca, ainsi que dans ce cas, la nature des cultures ou occupation des sols des parcelles récupérées 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Priorité 2-1 - Installation individuelle ou en société d'agriculteurs dans des conditions de viabilité économique et répondant aux critères d'obtention de la DJA (âge, conditions de capacité professionnelle telles que définies à l'article D.343-4, alinéa 4 du code rural et de la pêche maritime, plan d'entreprise), ou installation progressive avec DJA, dans la limite de la surface prévue dans le plan d'entreprise</p> <p>Si oui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - et installation avec DJA, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • Dossier DJA de moins de 5 ans : oui / non (Barrer la mention inutile). • Nom du bénéficiaire DJA : - et installation sans DJA, fournir : <ul style="list-style-type: none"> • un Plan d'Entreprise (Business Plan) • Les justificatifs de la capacité* ou de l'expérience professionnelle** : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour la capacité : copie des diplômes. ○ Pour l'expérience professionnelle, préciser : <ul style="list-style-type: none"> ▪ le type d'expérience : ▪ le nombre d'année : ▪ la surface des exploitations concernées :ha.....aca. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

* CAPACITE : diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées à l'article R 331-2 du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 29 octobre 2012 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°), R. 331-1 et D. 343-4 du code rural et de la pêche maritime.

** EXPERIENCE : 5 ans minimum (au cours des 15 dernières années) en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé d'exploitation, de salarié d'exploitation agricole, de conjoint-collaborateur d'exploitation, sur une surface au moins égale au 1/3 de la SAU moyenne régionale indiquée dans le SDREA Occitanie qui est de 24,67 ha.

<p>Priorité 2-2 - L'opération envisagée permet d'opérer une restructuration parcellaire sans agrandissement supérieur à 5% du seuil de contrôle de la zone considérée, pour les demandes portant sur une ou plusieurs parcelles cadastrales proches d'un ou plusieurs bâtiment(s) d'élevage exploités par le demandeur (au sens de la définition figurant à l'article 1^{er} du SDREA)</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>
<p>Priorité 3-1 - Installation individuelle ou en société, dans des conditions de viabilité économique, d'agriculteur remplissant les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle telles que définies à l'article R331-2-I du code rural et de la pêche maritime</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>
<p>Priorité 3-2 - Agrandissement pour consolidation d'exploitation n'atteignant pas le seuil de viabilité</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>
<p>Priorité 4 - L'opération envisagée permet de réduire et/ou supprimer, au sein de l'exploitation du demandeur le nombre de parcelle(s) cadastrales isolée(s), dont la surface totale est inférieure à 5% du seuil de contrôle de la zone considérée et constituant une ou plusieurs inclusions au sein du parcellaire du demandeur</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>
<p>Priorité 5 - Autres installations</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>

Si oui, précisez :

- La surface totale des parcelles à exploiter demandées pour la restructuration (*):ha.....aca.
- La distance entre la parcelle demandée la plus éloignée et le bâtiment d'élevage (*) : m
- Fournir un plan, avec mention de l'échelle, faisant figurer les parcelles et bâtiments concernés.

(*): voir la définition des parcelles proches des bâtiments d'élevage dans le SDREA « Art. 1, § Autres définitions »

Si oui, fournir :

- Document montrant la viabilité de l'installation : Business plan / PE, ... (revenu prévisionnel après 4 ans > 1 SMIC/ associé exploitant)
- Conditions de capacités professionnelles vérifiées par :
 - Diplôme : fournir la copie du diplôme
 - Expérience : pendant années, sur une exploitation d'une surface deha.....aca.

Si oui, indiquer :

- La surface pondérée après opération (SAUP) :ha.....aca.

Si oui, précisez :

- Nombre de petites parcelles avant opération :
- Nombre des petites parcelles concernées par la restructuration :
- Commune et références cadastrales des petites parcelles concernées par la restructuration :
- Nombre de petites parcelles après opération :
- Surface totale des parcelles concernées par la restructuration :ha.....aca
- Fournir un plan de situation des parcelles concernées, indiquant nombre et références cadastrales des petites parcelles concernées par la restructuration : avec mention de l'échelle d'origine du plan.

Si oui, fournir les documents attestant d'une installation depuis moins de 5 ans.

Priorité 6 - Autres agrandissements, réunions ou concentrations d'exploitations atteignant le seuil de viabilité et inférieurs au seuil d'agrandissement excessif	Oui	Non
Si oui, indiquer : - La surface pondérée après opération (SAUP) :ha.....aca.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Priorité 7 - Autres agrandissements atteignant ou dépassant le seuil d'agrandissement excessif	Oui	Non
Si oui, indiquer : - La surface pondérée après opération (SAUP) :ha.....aca.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Priorité 8 - projet porté par une société dont plus de 50 % du capital social n'est pas détenu par des associés exploitants au sein de ladite société	Oui	Non
Si oui, indiquer : Répartition des parts sociales, précisant le total des parts détenues par les associés exploitants de la société demandeuse : - parts sociales au total - parts sociales détenues par les exploitants de la société	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**INFORMATION A L'EXPLOITANT ANTERIEUR DU DEPOT
D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER**

(Art. L 331-1 à L 331-11 et R 331-1 à R 331-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime)

(Destinée à l'exploitant antérieur des biens à reprendre: à envoyer en lettre recommandée avec A.R. uniquement en cas de difficulté pour obtenir le document signé)

Demandeur

M. et/ou Mme : _____
Société : _____
Adresse : _____

Exploitant antérieur

M. et/ou Mme : _____
Adresse : _____

Madame, monsieur,

Je vous informe que je sollicite une demande d'autorisation préalable d'exploiter les parcelles d'une surface dehaaca, terres situées sur la ou les commune(s) de dont vous êtes l'exploitant antérieur.

Etes-vous d'accord pour abandonner l'exploitation des terres objet de la demande : OUI NON

Cessez-vous complètement votre activité agricole : OUI NON - à quelle date: _____

Demandez-vous la préretraite: OUI NON - à quelle date: _____

Demandez-vous la retraite: OUI NON - à quelle date: _____

- Si vous le souhaitez, vous pouvez exprimer votre avis sur cette opération en formulant des observations écrites, il vous appartient de retourner lesdites observations à la DDT dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette lettre.

Je vous prie de croire, madame, monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Fait à..... Le

Fait à Le

Signature du demandeur ou
de tous les associés

Signature de l'exploitant antérieur
« J'ai pris connaissance des informations ci-dessus »
Lu et approuvé

**INFORMATION AU PROPRIETAIRE DU DEPOT
D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER**

(Art. L 331-1 à L 331-11 et R 331-1 à R 331-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime)

(Destinée au(x) propriétaire(s) des différentes parcelles à reprendre: à envoyer en lettre recommandée avec A.R. uniquement au cas de difficulté pour obtenir la signature du/des propriétaire(s))

Demandeur

M. et/ou Mme : _____
Société : _____
Adresse : _____

Propriétaire(s)

M. et/ou Mme : _____
Adresse : _____

Madame, monsieur,

Conformément à l'article R 331-4 du code rural et de la pêche maritime, je vous informe que je sollicite, une demande d'autorisation préalable d'exploiter les fonds vous appartenant, d'une surface cadastrale totale de ____ ha ____ a ____ ca, parcelles sises commune de _____.

La liste des parcelles objet de la demande est précisée au verso.

Pour votre information, il vous est signalé que :

- Cette lettre **NE VOUS ENGAGE PAS** à me louer ou à me vendre les parcelles objet de la présente demande
- Si vous le souhaitez, vous pouvez exprimer votre avis sur cette opération en formulant des observations écrites, il vous appartient de retourner ces observations à la DDT dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette lettre.

Je vous prie de croire, madame, monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Fait à, le.....

Signature du demandeur ou des associés

Signature du propriétaire
ou nu-propriétaire(s), usufruitier(s), indivisaire(s)
" J'ai pris connaissance des informations ci-dessus "
Lu et approuvé

PS : tout demandeur soumis à autorisation d'exploiter est dans l'obligation d'informer le(s) propriétaire(s) des terres objet de ladite demande. De ce fait, dans le cadre de demandes d'autorisation concurrentes, un même propriétaire peut être destinataire de plusieurs lettres d'information.

Adresse de l'administration de dépôt de ma demande :

DDT du Tarn / Mission contrôle des structures

19, rue de Ciron - 81013 ALBI Cédex 09

Téléphone : 05.81.27.59.39 / 05.81.27.59.82 (ddf-structures@tarn.gouv.fr)

